

« DE L'OMBRE À LA LUMIERE »

LES PARLEMENTAIRES ULTRAMARINS ET SÉNÉGALAIS

Une journée dédiée à l'Année des Outre-mer

Lundi 5 Septembre 2011

A l'UNESCO

Les INTERVENANTS

Cette année 2011, sera une année particulière, puisque j'ai voulu qu'elle soit "l'Année des Outre-mer en France". Je souhaite que l'ensemble des Français s'approprient l'Outre-mer. Que chaque Français à la fin de l'année 2011 ait une vision plus réaliste de nos territoires.

Nicolas SARKOZY - Président de la République



Dominique CHATHUANT Professeur d'histoire-géographie, agrégé de l'université, doctorant en histoire. Enseigne actuellement en classes européennes anglais au lycée Jean Jaurès de Reims. A publié depuis 1992 des travaux sur Vichy aux colonies (notamment en Guadeloupe et Martinique). A participé au Dictionnaire-Antilles Guyane (Désormeaux Fort de France 1992-1998) S'intéresse aujourd'hui aux parlementaires coloniaux de la Troisième République et aux conséquences en France de la présence d'originaires des colonies. **Biographe de Gratien Candace, député de la Guadeloupe et ministre en 1932-1933.** Concepteur de plusieurs sites internet éducatifs depuis 1997 dont Gratien Candace (2001) et Les abolitions de l'esclavage (1998) (Le Monde 27 avril 1998).

Publications historiques récentes :

- « Français de couleur contre métèques : les députés coloniaux contre le préjugé racial (1919-1939) », Outre-mers, revue d'histoire (ex. RFHOM), T. 98, n°366-367, 1er sem. 2010, 239-253.
- « Gratien Candace, ascension et déclin d'un candidat officiel (1910-1946) », in Jalabert (L.), Joly (B.), Weber (J.), (dir), Les élections législatives et sénatoriales outre-mer (1848-1981), Actes du colloque de l'université de Nantes, CRHIA, Les Indes savantes, 2010, p. 103-115.
- « Une élite politique noire dans la France du premier 20e siècle ? », Vingtième siècle. Revue d'Histoire, n°101, janvier-mars 2009, Presses de Sciences Po, p. 133-148.
- « Gratien Candace : une figure de la vie politique française. 2ème partie : un vestige de la Troisième République (1940-1953) », Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe, avril 2008, n°149, p. 3-131

Frédéric RÉGENT Maître de conférences d'Histoire à la Sorbonne et spécialiste des questions d'esclavage et d'abolition dans les colonies françaises sous l'Ancien Régime et la Révolution, auteur de « La France et ses esclaves, de la colonisation aux abolitions (1620-1848) », Grasset, 2007.

Françoise Vergès, politologue, elle s'interroge sur les problématiques de l'esclavage colonial et les phénomènes de créolisation en utilisant des théories politiques insistant sur les logiques post-coloniales. Après en avoir été vice-présidente, Françoise Vergès devient le 13 février 2008, présidente du Comité pour la mémoire de l'esclavage. Un décret du 10 mai 2009 la nomme présidente du Comité pour la mémoire de l'esclavage. Elle est l'auteur, entre autre, de : *Abolir l'esclavage. Une utopie coloniale, les ambiguïtés d'une politique humanitaire*, Albin Michel, 2001 et *La République coloniale. Essai sur une utopie*, avec Pascal Blanchard et Nicolas Bancel. Édition de poche, Hachette Littérature, collection Pluriel, 2006.



Marcel DORIGNY : Enseigne au département d'histoire de l'Université de Paris 8.

Ses recherches portent sur les courants du libéralisme français au XVIIIe siècle et dans la Révolution française, principalement dans les domaines coloniaux : la place de l'esclavage dans les doctrines libérales du XVIIIe siècle ; les courants antiesclavagistes et abolitionnistes, de la Société des amis des Noirs (1788-1799) à la Société française pour l'abolition de l'esclavage (1834-1850) ; les processus d'abolition de l'esclavage dans les colonies d'Amérique, notamment dans le cas de Saint-Domingue-Haïti, et leurs rapports avec les mouvements d'indépendance des colonies américaines, États-Unis puis Amérique espagnole.

Secrétaire général de la Société des études robespierristes de 1999 à 2005, directeur de la revue Dix-huitième siècle ; membre du Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS) du ministère de la Recherche ; membre du Comité de réflexion et de proposition pour les relations franco-haïtiennes, présidé par Régis Debray, il est également membre du Comité pour la mémoire de l'esclavage, créé par le Premier ministre en application de la Loi du 21 mai 2001 et président de l'Association pour l'Etude de la colonisation européenne (1750-1850).

Benedita Da Silva, première sénatrice noire au Brésil (1994), gouverneur puis députée de l'Etat de Rio, elle a également été nommée (2003) Ministre de l'Action sociale. Ancienne femme de ménage issue des favelas et première femme noire sénatrice au Brésil, Benedita Da Silva est la petite-fille d'une esclave et benjamine d'une famille de 12 enfants. Da Silva dit qu'elle est trois fois issue d'une minorité : à la fois femme, noire et pauvre. Militante depuis les années 1960, elle se bat pour défendre les droits de sa communauté et lutte contre l'ancien régime militaire. Alors dans l'opposition, elle aide à la formation du Parti des Travailleurs au sein duquel elle commence sa carrière politique au début des années 1980. B. Da Silva devient alors la **Première Femme noire élue au Congrès National, elle participe à l'élaboration de la nouvelle constitution brésilienne. Elle défend également le droit des femmes** (contraception, congé maternité...) et la restructuration de l'éducation nationale. En 1991, da Silva fait partie du comité qui invite **l'African National Congress** dirigé par **Nelson Mandela** au Brésil. Après l'entretien qu'il eut avec da Silva, Nelson Mandela qui croyait à l'enviable degré d'égalité des gens de couleurs au Brésil, reconsidère sa compréhension de la politique raciale brésilienne, à la fin de sa visite il invite les Noirs Brésiliens à prendre leur part dans le pouvoir politique du pays. Suivant les conseils de Mandela, da Silva candidate à la mairie de Rio de Janeiro en 1992, elle gagne la primaire mais ne fut finalement pas élue (essuyant maintes insultes racistes). Toutefois, Benedita Da Silva garda sa place de député et sera même nommée Ministre de l'Action Sociale (en 2003).

Femme de combat, exemple pour tous les afro-descendants, Benedita Da Silva mériterait sans aucun doute un Trophée « De l'ombre à la Lumière »...

Carrière politique :

1982 – Elue Conseillère Municipale de Rio de Janeiro.

1986 – Elue au Congrès National, **elle se bat pour l'insertion d'amendements à la Constitution du pays sur l'interdiction de la mise en liberté sous caution pour les**



crimes raciaux, le congé maternité de 120 jours, l'interdiction de différences de salaires discriminatoires et le droit des femmes détenues d'allaiter leurs nourrissons.

1994 – **Elue au Senat, elle devient la première Sénatrice noire du Brésil.**

1998 – **Elue Vice-gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro**

2002 – Lors que le Gouverneur Anthony Garotinho renonce à sa charge pour se présenter aux élections présidentielles, elle devient la première à occuper le poste de Gouverneur de Rio de Janeiro.

2003 – **Nommée Ministre de l'Action Sociale** par le Président Luiz Inácio Lula da Silva.

2006 – A l'invitation du Président Lula, elle prend les commandes de sa campagne de réélection dans l'Etat de Rio de Janeiro.

2007 – Secrétaire de l'Action Sociale et des Droits de l'Homme de l'Etat de Rio de Janeiro.

2010 – Elue Députée Fédérale pour l'Etat de Rio de Janeiro.

CLAUDY SIAR : Claude Siar, dit Claudy Siar, est né le 2 novembre 1964 à Paris.

Depuis le 20 avril 2011, il est délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer pour « *redonner de l'énergie, redonner de l'espoir, à ces Français d'outre-mer qui trop souvent se sentent en marge de cette société* ».

Son parcours épouse les contours d'un engagement constant en faveur des valeurs républicaines, du respect de la diversité et de la lutte contre les discriminations. Inventeur en 1990 du concept de Génération Consciente, saluée par hommes politiques et ONG, Claudy Siar a, entre autres, organisé la première marche (10 000 personnes) de commémoration de l'abolition de l'esclavage en 1993 et il a été l'un des rapporteurs des Etats Généraux de l'Outre-mer en 2009 etc.. Son parcours professionnel et personnel est indissociable des outre-mer et de l'Afrique, où il jouit à la fois d'une grande reconnaissance et d'une immense popularité.

Autodidacte, artiste, animateur protéiforme, producteur, et chef d'entreprise Claudy Siar a une trajectoire atypique qui l'a propulsé dans les plus grands médias français et francophones (Europe 1, TF1, France 2, France 3, France ô, M6, RFI, Canal + Horizon etc.). Travailleur infatigable au talent reconnu, il est le fondateur de Tropiques FM, radio née pour mettre en valeur les spécificités culturelles et identitaires des Français d'outre-mer dans un esprit citoyen.

Sa personnalité, son parcours, ses convictions le légitiment à défendre les Ultramarins d'outre-mer et de l'Hexagone.



Claudy Siar en quelques dates :

CARRIERE

- Janvier 1984** *Débute à la radio*
- 1985** *Europe 1 avec Alain Maneval et Jean-Claude Brialy*
- 1986** *France Inter - Chroniqueur dans « Pollen » de Jean Louis Foulquier*
- 30 oct. 1988** *Débute à RFO et France 3*
- 1992/1993** *Animateur sur M6 et Antenne 2*
- Eté 1993** *TF1 - Chroniqueur dans l'émission d'Yves Régnier*
- 13 mars 1995 à
à ce jour** *RFI - Naissance de l'émission « Couleurs Tropicales »
Producteur, Animateur*
- 2004** *Canal+ Horizon - Présentateur de « Couleur Horizon »*
- 16 mai 2005** *France 2 - Présentateur de l'émission « Au-delà de nos différences »*
- 2006** *Présentation de l'Eurovision avec Michel Drucker*
- 2007 au
18 avril 2011** *Co-fondateur de Tropiques FM*
- 2008** *Co-producteur et présentateur d' « Africastar »,
émission de la plus grande compétition musicale
d'Afrique*

ENGAGEMENTS CITOYENS

- 1990** *Création de « Génération consciente »*
- 21 sept. 1991** *Manifestation contre les propos de Charles Trénet sur
Antenne 2*
- 23 avril 1993** *Organisation de la Marche des Nègres marrons*
- 1996** *Lancement de « Génération consciente » dans toute
l'Afrique francophone*
- 2008** *Marche des Libertés : Commémoration du 160^{ème} anniversaire de
l'abolition de l'esclavage*
- 2009** *Rapporteur de la commission culture et visibilité des
Etats Généraux de l'Outre-Mer*



André-Michel BESSE, Agrégé de philosophie, il enseigne pendant 5 ans à Bordeaux, Téhéran et Marseille puis se tourne vers l'administration d'État.

Il entre à l'École Nationale d'Administration en 1974 (Promotion André-Malraux).

André-Michel Besse a fait l'essentiel de sa carrière dans les secteurs de la Culture et de la Communication :

de 1983 à 1985 il rejoint le Ministère de la Culture et de la Communication et devient chef du service du soutien aux industries de programmes audiovisuels au CNC et co-rédacteur du rapport Bredin sur les télévisions privées.

En 1999 il devient sous directeur des constructions publiques au Ministère de la Culture puis Sous-Directeur de l'Audiovisuel dans les Services du Premier Ministre SJTI.

En 1994, il quitte l'administration d'Etat pour rejoindre RFO (alors Radio-Télévision de la France d'Outre-mer) d'abord comme Secrétaire Général de juin 1994 à novembre 1997, puis il succède la même année à Jean-Marie Cavada comme Président Directeur Général. Nommé par le CSA en 1998, son mandat est renouvelé en 2001.

Lors de l'intégration de RFO au groupe France Télévisions en juillet 2004, il quitte RFO et Marc Tessier lui succède.

Pendant ses 2 mandats à RFO, il s'est attaché à promouvoir des originaires de l'Outre-mer dans tous les postes de responsabilités du Réseau et à développer le rayonnement international des stations d'outre-mer avec notamment le concept de Télévisions régionales par satellite.

Nommé contrôleur d'État au Ministère de l'Économie et des Finances, il exerce son activité au sein de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) de 2005 à 2009.

André-Michel Besse est actuellement consultant dans le secteur de l'audiovisuel.

André-Michel Besse est chevalier de la Légion d'Honneur.

Iba DER THIAM, professeur d'université et un homme politique sénégalais. Iba Der Thiam est né le 26 février 1937 à Kaffrine. Il est agrégé d'Histoire et fait partie du Comité scientifique de l'UNESCO chargé de rédiger l'*Histoire générale de l'Afrique*. Il a été ministre de l'éducation nationale du président Abdou Diouf de 1983 à 1988. Il est le secrétaire général de la Convention des démocrates et des patriotes/Garap-Gui, député et vice-président de l'Assemblée nationale. Candidat à l'élection présidentielle de 2000, il a recueilli 1,2 % des voix au premier tour, se classant en cinquième position.

Principaux travaux universitaires

- *La grève des cheminots du Sénégal de septembre 1938*, Dakar, Université de Dakar, 1972, 2 vol., 272 p. + 133 p. (Mémoire de Maîtrise)
- (en collaboration avec Nadiour Ndiaye), *Histoire du Sénégal et de l'Afrique*, Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1976.
- *Maba Diakhou Ba, almamy du Rip (Sénégal)*, Paris, ABC, 1977, 150 p.



- *L'éducation civique dans les lycées et collèges : classe de 3e : le Sénégal et les institutions internationales*, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1979
- *Géographie du Sénégal*, Les Nouvelles Éditions Africaines, EDICEF, 1981
- *L'évolution politique et syndicale du Sénégal colonial de 1840 à 1936*, Paris, Université de Paris I, 1983, 9 vol., 5 179 p. (Thèse d'Etat)
- *Le Sénégal dans la guerre 14-18, ou le prix du combat pour l'égalité*, Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1992, 177 p. (ISBN 2723610608)
- *Les origines du mouvement syndical africain, 1790-1929*, L'Harmattan, 1993, 287 p. (ISBN 2738405363)

Son Excellence Madame Maïmouna SOURANG NDIR est titulaire d'une Maîtrise en Sciences sociales de l'université de Laval du Québec-Canada en 1996.

Haut fonctionnaire au Ministère du Développement Social, elle a occupé les fonctions de:

- Conseiller technique (1997)
- Directrice Nationale du Bien être Familial (1998)
- Directrice Nationale des Stratégies de Développement Social (2001)
- Expert au sein de la 3ème Commission des Nations Unies (1998-2002)
- Consultante-Formatrice / Genre Développement; Organisation Communautaire; Evaluation de Programmes.

Son Excellence Madame Maïmouna SOURANG-NDIR a occupé plusieurs fonctions ministérielles:

- Ministre du Développement Social (2002).
- Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de L'Entreprenariat féminin et de la Microfinance (2004).
- Ministre Conseiller auprès du Président de la République (2006).
- Ministre du Cadre de Vie et des Loisirs (2006)
- Ministre du Cadre de Vie, de l'hygiène Publique et de la Qualité de la Consommation (2006).

Au cours de sa carrière, SE Madame Maïmouna SOURANG-NDIR a participé à de nombreuses initiatives notamment, l'élaboration de politiques, programmes et projets dans le domaine économique et social, ainsi qu'à des conférences et réunions à l'échelle régionale et internationale. Outre son mémoire de maîtrise, elle a également participé à la publication d'ouvrages et articles de référence. Elle a notamment été Déléguée Expert du Sénégal, membre de nombreuses délégations présidentielles, en particulier au Sommet Mondial sur le Racisme (Durban 2001) et sur le Développement Durable (Johannesbourg 2002).



Son Excellence Madame Maïmouna SOURANG-NDIR a, par ailleurs, reçu les distinctions honorifiques :

- Chevalier de l'ordre national du Mérite
- Officier de l'ordre national du Mérite
- Commandeur de l'Ordre national du Mérite
- Commandeur de l'Ordre de saint Charles

Son Excellence Madame Maïmouna SOURANG NDIR a présenté ses lettres de créance le 26 janvier 2009 en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République du Sénégal en France. Elle a également présenté ses lettres de créance, le 23 juin 2009, en qualité d'Ambassadeur de la République du Sénégal auprès de Son Altesse Sérénissime le Prince Albert II de Monaco. Son Excellence Madame Maïmouna SOURANG NDIR est aussi Ambassadeur de la République du Sénégal auprès de la Principauté d'Andorre (Septembre 2009).

Coumba Aïdara - DIOUKHANÉ, Conseillère de Paris UMP Secrétaire Nationale UMP à la recherche. Elle a été nommée conseillère technique, chargée des relations avec la société civile et de la promotion de l'Europe en France au cabinet du secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, Bruno Le Maire. Elle conseillère régionale de Haute Normandie et Conseillère municipale de la ville d'Evreux.

Ousmane NDIAYE, Diplômé de l'Institut Français de Presse, Ousmane Ndiaye travaille à [Respect Mag](#). Il propose lors de son émission à RFI une vision métissée et multiculturelle de la société française, pose la question de la diversité et de la différence sous toutes ses formes : couleurs de peau, origines sociales, géographiques, et religieuses. Mais aussi : orientations sexuelles, handicaps, parcours atypiques...Ousmane Ndiaye a également travaillé deux ans au Quotidien de Dakar, puis à RFO et Disney Channel. Il est aujourd'hui journaliste pour COURRIER INTERNATIONAL.

Fred RENO Professeur de science politique Université des Antilles et de la Guyane - Responsable du Centre d'Analyse Géopolitique et Internationale, Pôle Guadeloupe du CRPLC- Directeur adjoint du CRPLC UMR Cnrs 8053

Principaux Enseignements : Connaissance de la Caraïbe L1 Droit et Science politique Institutions et Gouvernements Comparés (Systèmes politiques européens, américains et caribéens) M1 Science politique Action publique et Gouvernance Territoriale M2 Science politique Sociologie Politique M2 Science politique

Sélection d'Ouvrages et d'Articles publiés

Ouvrages :

1994 Les Antilles-Guyane au rendez-vous de l'Europe (en collaboration avec Richard Burton, Université de Sussex) Paris, Economica 212 p.



- 1995 French and West Indian (en collaboration avec Richard Burton) London, Macmillan press, 203 p.
- 1995 Identité et Politique : de l'Europe et de la caraïbe multiculturelles , (sous la direction) Paris, Economica, 322 p.
- 2000 The Politics of identity : Migrants and minorities in multicultural states (en collaboration avec R. Hudson, Université de Darby), Macmillan, St Martin press, 323 p.
- 2003 The modern political culture of the Caribbean, (Fred Reno and Holger Henke) University of the West Indies
- 2004 Petit dictionnaire du débat politique à la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique en collaboration avec J. Méron et F. Deshayes, Ibis rouge

Sélection d'Articles publiés :

- 1991 L'invention du politique ou l'exportation du modèle de Westminster dans la caraïbe Les Cahiers de l'Administration outre-mer n° spécial- Pouvoirs locaux dans la Caraïbe pp.33-45
- 1992 L'image du Général de Gaulle et son utilisation dans la vie politique à la Martinique (en collaboration avec Justin Daniel et Emmanuel Jos) in de Gaulle en son siècle, la Documentation française, tome 1 pp.346-358
- 1993 Local government and decentralization in the English and French speaking caribbean: a comparative perspective, in Caribbean Quartely vol. 39, n°2 pp.14-26
- 1997 La créolisation des modèles politico-institutionnels métropolitains in J.Daniel (sous la direction) : Les Iles caraïbes, Karthala-Crplc pp.75-104
- 1997 Les ressorts sociaux de la construction régionale dans la Caraïbe (en collaboration avec Béatrice Pouligny) in Pouvoirs dans la Caraïbe, Revue du Crplc, n° 8-9 pp.127-142
- 1998 Approche critique des notions d'identité et de domination chez les auteurs-militants de la créolité, Pouvoirs Locaux dans la caraïbe
- 1998 Haïti : L'oraison démocratique in Pouvoirs Dans La Caraïbe, Revue du Crplc, Cnrs n°10 pp.7-24.
- 2000 Traces créoles du politique dans les Caraïbes in D. Berthet (sous la direction) Les traces et l'art en question, Paris, L'Harmattan pp.167-176.
- 2001 Qui veut rompre avec la dépendance in Autrement : Guadeloupe, Temps incertains, Janvier n° 123 pp.236-249



- 2001 L'histoire des relations internationales dans l'Atlantique: rivalités européennes et recomposition du monde in Jean-Yves Faberon (sous la direction) La mer outre-mer, L'Harmattan pp.21-34
- 2001 Les Régions françaises d'Outre-mer dans leur environnement géopolitique in La loi d'Orientation pour l'outre-mer, PUAM, pp.511-526
- 2001 Re-sourcing dependency: decolonisation and post-colonialism in french overseas departments, par Fred Reno in European journal of Overseas History, vol XXV pp.9-22
- 2003 Democratic transition and Authoritarianism: the case of Haiti in Holger Henkeand Fred Reno (editors) The modern political culture of the Caribbean, university of the West indies
- 2005 Equipe de France ou équipe des Antilles, le sport de haut niveau comme espace d'identification multiple, Revue française de géopolitique, Outre-terre, Des peuples et des jeux n°8 p 235-248
- 2007 Les usages politiques des notions d'intérêts propres et de spécificités, les cas de Saint-Martin et de Saint Barthélémy, J. Daniel (sous la direction), L'outre-mer à l'épreuve de la décentralisation, Grala, l'Harmattan 2007 pp 56-73
- 2007 Les élus ont le peuple qu'ils méritent : leçons d'élections en Guadeloupe in Yvan Combeau (sous la direction), Le vote de l'outre-mer, présidentielle et législatives 2007, Les quatre Chemins pp.17-38
- 2008 L'immigrant haïtien entre persécutions et xénophobies, in Hommes et migrations n°1274 juillet-Août 2008 p. 132-142
- 2009 Aimé Césaire ou l'ambivalence féconde, in French Politics, Culture & Society, vol 27, n°3, Winter 2009

François Durpaire : Agrégé et Docteur en histoire des Etats Unis. Il enseigne depuis 2007 à l'IUFM de Versailles (Université de Cergy) où il est en charge de la formation des enseignants.

Chercheur associé au Centre de Recherches d'Histoire Nord-Américaine de l'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne.

En 2006, il est co-fondateur de l'Institut des Diasporas Noires Francophones. La même année, il publie son ouvrage France blanche, colère noire qui est la première synthèse historique sur la conscience de couleur en France. Il y dénonce l'instrumentalisation politique du concept de « communautarisme », qu'il qualifie de « racisme des bien-pensants».



Avec Thomas Snegaroff, il réunit une équipe de chercheurs qui propose une analyse des discours sur l'état de l'Union de Roosevelt à G. W. Bush : L'unité réinventée, Les présidents américains face à la nation. L'ouvrage coïncide avec la réforme constitutionnelle française, qui donne au Président de la République la possibilité de s'exprimer à son tour devant le Parlement, réuni en Congrès.

Ses recherches portent aujourd'hui sur les liens entre identité et culture politique, dans une approche comparatiste Etats-Unis-France. Il est un des instigateurs des "Etudes identitaires", équivalent français des "Ethnic and Racial Studies" et des "Identity and Migration Studies". Etudiant l'histoire de la migration caribéenne dans un cadre transnational, il réfléchit à l'émergence d'une citoyenneté globale, adaptée à la « pluridentité » contemporaine, aussi éloignée des mono-identités mutuellement exclusives que d'une philosophie du métissage. Il propose une rupture épistémologique, qui ouvre la voie à ce qu'il désigne sous le terme d'Histoire-Relation. Elle offre un nouveau paradigme : en étudiant l'histoire des liens entre individus et populations, on comprend l'origine des recompositions identitaires aux différentes échelles de la mondialité. Elle étudie de nouveaux acteurs, à partir de nouvelles sources (blogs, forums et sites internet etc.) : diasporas, minorités, communautés du web.

En octobre 2007, il fait paraître, en collaboration avec Olivier Richomme, la première biographie en français de Barack Obama – L'Amérique de Barack Obama – pour laquelle il obtient le Trophée des Arts Afro-Caribéens (catégorie Littérature-Meilleur Essai 2008). Il est le premier à avoir publiquement pronostiqué la victoire du candidat noir, avant même le début des Primaires américaines.

Il participe alors à de nombreux programmes de radio ("Le Téléphone sonne" sur France Inter, "Médiapolis" sur Europe 1, France Culture, RFI, etc.) et de télévision ("C dans l'air" sur France 5, "Le Grand Journal" et "L'édition spéciale" sur Canal +, France 2, France 3, LCI, i-télé, etc.).

Il est l'auteur de plusieurs tribunes dans la presse, notamment pour "Le Monde" : "Etats-Unis : le dernier président noir..." (20/01/2009), "Faut-il être noir pour s'offusquer des propos de Jean-Paul Guerlain ?" (26/10/2010), "la gauche française a tort de se couper des minorités visibles" (23/12/2010)

Suivant pour France Ô le mouvement dans les DOM à partir de janvier 2008, il est également chroniqueur pour l'émission Ultramarines, l'émission de Luc Laventure, toujours sur France Ô.

Le 20 janvier 2009, il co-fonde le mouvement pluricitoyen, et dirige la rédaction du Pluricitoyen, le journal web de la citoyenneté plurielle.

En mai 2009, il est nommé membre du Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage (CPMHE). Il préside le jury Littérature du Trophée des Arts Afro-Caribéens.

Le 20 janvier 2010, un an après l'entrée d'Obama à la Maison-Blanche et en plein débat sur l'identité nationale, il lance avec Lilian Thuram, Rokhaya Diallo, Marc Cheb Sun, Pascal Blanchard l'Appel pour une République multiculturelle et postraciale.



Les cinq auteurs de l'appel réunissent cent personnalités issues de la société civile et de différents horizons politiques. Chacune proposant une mesure concrète résumée en dix lignes, allant dans le sens d'un mieux vivre ensemble.

Leur objectif est de tracer la voie d'un changement. Il s'agit d'impulser un élan démocratique, notamment en rapprochant les jeunes générations de la citoyenneté, et d'ouvrir les institutions aux diversités qui composent la société française.

George Axelle BROUSILLON : Responsable Diversités GROUPE LOREAL

Après avoir obtenu son baccalauréat scientifique option mathématiques, elle fait une hypokhâgne et une khâgne Lettres et Sciences Sociales au Lycée Sainte Marie de Neuilly puis au Lycée Stanislas à Paris. Cette formation pluridisciplinaire lui a permis non seulement d'approfondir ses connaissances en sciences humaines (lettres, histoire, philosophie) mais aussi de découvrir les sciences sociales (sociologie, économie) tout en conservant les mathématiques. A l'issue de ces riches années de prépa, elle intègre le CELSA en magistère de Communication et obtient par équivalence les licences de sociologie et de philosophie à l'Université de Nanterre.

Diplômée en communication et souhaitant renforcer son expertise en ressources humaines, elle fait alors un mastère spécialisé à l'ESCP. Après plusieurs expériences en communication puis en ressources humaines en France et à l'étranger, elle rejoint alors le Groupe L'Oréal en 2007, en tant que Responsable Diversités.

JOELLE GARRIAUD-MAYLAM, Sénatrice représentant les Français

établis hors de France, Secrétaire de la commission des affaires étrangères, Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Membre du groupe UMP

Née le 20 mars 1955 à Marnia (Algérie), Joëlle Garriaud-Maylam est titulaire de diplômes de 3ème cycle en droit (droit international public) et en sciences humaines (études anglo-américaines, lettres modernes). Elle est ancien auditeur de l'IHEDN (1997-1998). Passionnée d'international, elle enseigne dès l'âge de 20 ans la langue, la littérature et la civilisation françaises dans une université américaine (Antioch, Ohio), avant de compléter ses études en sciences politiques et en droit international à l'Université de Yale dont elle est lauréate de la fondation Rotary.

En 1979, elle rejoint le département de droit international du Crédit Agricole qu'elle quitte en 1981 pour s'impliquer dans la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing. Elle complète ensuite son cursus par une formation de 3ème cycle en commerce international puis intègre l'orfèvrerie Christofle dont elle dirige le département de formation commerciale internationale. Etablie à Londres à la suite de son mariage en 1985, elle travaille dans la société de production cinématographique de son époux, puis devient directeur des relations internationales à la London Business School avant de s'installer en 1992 comme consultante en affaires européennes et relations internationales.



Présidente-fondatrice de l'Association des Françaises d'Europe (qui rejoindra en 2000 l'Union des Français de l'étranger) et de l'UICE (Union internationale des citoyens européens), Joëlle Garriaud-Maylam publie pendant douze ans le magazine « Traits d'Union » pour la communauté française du Royaume-Uni et d'Irlande, qui l'élit en 1988 au Conseil Supérieur des Français de l'étranger (devenu depuis l'Assemblée des Français de l'étranger) où elle est réélue sans discontinuer jusqu'à son entrée au Sénat en 2004. Elle sera la première vice-présidente du CSFE de 2000 à 2003.

En tant qu'expert auprès du Conseil de l'Europe, elle est l'auteur en 1997 et 2004 de deux rapports et résolutions sur les liens entre les expatriés et leur Etat d'origine. Elle a également publié de nombreux articles dont « Le vote des Français de l'étranger » et « La représentation parlementaire des Français de l'étranger 1944-2004 » dans la Revue politique et parlementaire ainsi que trois ouvrages : « Citoyenneté européenne et ressortissants européens en France », actes du colloque qu'elle a organisé en 1995 au Sénat pour l'UICE et « L'enseignement du français aux enfants de familles biculturelles établies dans un pays non francophone » (préfacé par Boutros Boutros-Ghali) et "Qu'est-ce que l'AFE ?" préfacé par le président de la République Nicolas Sarkozy et par le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner.

Elue au Sénat en 2004, Joëlle Garriaud-Maylam est secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et est secrétaire de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Elle est également vice-présidente de la commission sur la Dimension civile de la Sécurité à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Elle est membre du bureau du groupe UMP du Sénat et du bureau politique de l'UMP.

Membre de l'Union interparlementaire et de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie, elle est présidente déléguée des groupes sénatoriaux d'amitié France-Afrique de l'Ouest (présidente Sénégal) et France-Asie du Sud-Est (présidente Birmanie), et représente le Sénat à la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et à la commission nationale pour l'élimination des mines anti-personnel.

Elle est également membre du Conseil Franco-Britannique, du conseil d'administration de l'Association nationale des écoles françaises à l'étranger, et de celui de l'association pour la promotion des femmes en Europe.

Olivier Stirn : Diplômé de droit Public et de Sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Paris .

Il occupe des postes de chargé de mission aux cabinets de Louis Jacquinot, ministre d'État chargé des DOM-TOM (1964), de Jean Charbonnel, secrétaire d'État aux Affaires étrangères chargé de la Coopération (1966-1967) et de Jacques Chirac, secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (1967-1968).

il est nommé secrétaire d'État auprès du ministre chargé des Relations avec le Parlement (1973-1974), secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer (1974-1978), puis aux affaires étrangères (1978). Comme secrétaire d'État aux DOM-TOM pendant quatre ans, il négocie l'indépendance des Comores en 1975 et de Djibouti en 1977. Il désire



départementaliser l'outre-mer ce qu'il fait pour Saint-Pierre-et-Miquelon mais doit accorder l'autonomie à la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie en 1976 et 1977 face aux pressions indépendantistes.

Ministre du tourisme du premier gouvernement Michel Rocard, il quitte son mandat parlementaire.

Il fut Ambassadeur de France auprès du Conseil de l'Europe.

En 2004, il publie « Mes Présidents », illustrant par ce titre un record, celui d'avoir appartenu à tous les partis présidentiels des six présidents de la Ve République.

En 2009, il devient conseiller de la présidence de la République pour l'Union pour la Méditerranée

Il est secrétaire national de l'UMP en charge de la diversité.

Il annonce, le 18 mars 2011, la création de l'Union des Français musulmans.

Olivier Stirn est président d'honneur de l'Union pour la diversité républicaine et du Club Nouveau Siècle de la Manche.

Ses mandats électifs :

Député du Calvados (5e circonscription, Vire)

30/06/1968 - 01/04/1973 : Union des démocrates pour la République

04/03/1973 - 12/05/1973 : Union des démocrates pour la République

12/03/1978 - 06/05/1978 : Union pour la démocratie française

14/06/1981 - 01/04/1986 : Union pour la démocratie française, puis à partir de 1984,

Député de la Manche

16/03/1986 - 14/05/1988 : apparenté Parti socialiste

Député de la Manche (5e circonscription, Cherbourg)

12/06/1988 - 29/06/1988 : Parti socialiste

Conseiller général du Calvados

1970-1988 et 1994-2001

Maire de Vire

mars 1971 - 19 mars 1989

Président de la Communauté urbaine de Cherbourg

1989 - 1990

Fonctions gouvernementales

Secrétaire d'État auprès du Ministre chargé des Relations avec le Parlement

05/04/1973 - 01/03/1974

01/03/1974 - 27/05/1974

Secrétaire d'État aux DOM-TOM (autonome)

28/05/1974 - 25/08/1976

Secrétaire d'État aux DOM-TOM (auprès du Ministre de l'Intérieur)

29/08/1976 - 29/03/1977



29/03/1977 - 31/03/1978

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères

31/03/1978 - 11/09/1978

Ministre délégué aux DOM-TOM (auprès du Premier ministre)

10/05/1988 - 22/06/1988

Ministre délégué au Tourisme (auprès du Ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire)

23/06/1988 - 05/06/1990

Distinction

1993 : chevalier de la Légion d'honneur

Bibliographies

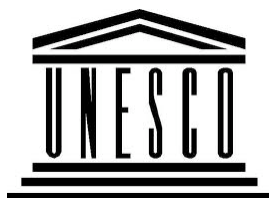
1973 : Le Piège : Comment lire le Programme commun, avec Jean-Pierre Soisson et Bernard Stasi, France-Empire, 171 p.

1985 : Une certaine idée du centre, Albin Michel, 186 p. (ISBN 2-226-02341-0)

2004 : Mes présidents : 50 ans au service de la Ve République, le Félin, coll. « Histoire et sociétés »



Nos partenaires



PORT AUTONOME
DE LA GUADELOUPE



PREMIER MINISTRE
*Délégation interministérielle
pour l'égalité des chances
des Français d'outre-mer*



Banane
**DE GUADELOUPE
& MARTINIQUE**



Contact :

Andrée Simonnot :
andree.simonnot@wanadoo.fr.

Mobile : 06 50 83 90 42

